

AUDIENCE JOB DATING – Côte d'Or

Mardi 28 Juin 2022

Dans les locaux de Pôle Emploi Dijon Nord,

le recteur a reçu seul une délégation intersyndicale composée de :

- Amélie Hart-Hutasse, **SNES-FSU**
- Maxime Reppert, **SNALC**
- Julien Raillard, **CGT-Educ'Action**
- Annick Alix, **FNEC-FP-FO**

FO : Nous avons sollicité une audience intersyndicale car cette nouvelle démarche de recrutement prend une certaine ampleur et ne nous dit rien qui vaille. Les 4 départements ont été concernés.

- Nous avons des **questions** à vous poser sur ce « job dating » ;
- Nous avons une interprétation claire des **causes de la pénurie** du recrutement (la faiblesse des salaires, les conditions de travail, la difficulté d'accès au métier avec un démarrage difficile et des concours à Bac+5) ;
- Et nous avons des **revendications** à faire entendre : nous ne voulons pas d'un recrutement au rabais et sous statut précaire, nous voulons une revalorisation salariale.

SNES : Nous craignons qu'il y ait peu de **formation** et d'**accompagnement**. Nos inquiétudes sont aussi pour ces personnes-là, qui vont être recrutées et lancées dans le métier.

SNALC : Je suis inquiet pour les **risques psycho-sociaux** pour les collègues recrutés et ceux déjà en poste. Dans notre académie, baisse des postes dans le 2nd degré. Nous sommes souvent sur plusieurs établissements, avec des réformes qui ont alourdi nos conditions de travail. Nous n'avons pas de médecine du travail. Nous avons des collègues épuisés, en burn-out, y compris chez les Personnels de Direction. Recruter des personnes qui ont une image du métier différente de la réalité, cela va les mettre en difficulté et peut fragiliser les équipes éducatives. On ne va pas les laisser tomber, il faudra s'occuper d'eux et ça va compliquer les choses. Les syndicats réclament une augmentation de moyens.

CGT : En 2003, j'ai commencé en LP, il y avait un poste de **TZR** dans chaque discipline. Il n'y en a plus beaucoup.

Recteur : 580 quand même !

CGT : Les contractuels n'ont parfois pas une très bonne connaissance des conditions du métier quand ils commencent ; l'un d'eux, pour anecdote, cherchait le classeur de cours qu'il devait prendre pour ses classes, il ne savait pas qu'on préparait nos cours nous-mêmes. Des collègues arrivent sans savoir ce qui les attend, cela les expose démesurément et fragilise les équipes. D'un autre côté, on souffre aussi de voir des élèves sans professeur, car il n'est pas rare qu'il n'y ait plus personne à mettre en face des élèves.

FO : Le recours à des contractuels, quand il s'élargit, pose le **problème du statut** ; si on ne recrute plus au statut les garanties collectives disparaissent, et chacun est même incité à les abandonner dans une sorte de concurrence qui ne profite pas à l'ensemble.

Recteur : *Nous sommes conscients de l'état d'épuisement de la communauté éducative. L'éducation Nationale ne s'est pas arrêtée pendant la crise. Vous n'avez pas été épargnés mais ça a tenu, avec un engagement très fort. Malheureusement, cela a percuté une réforme que M. Blanquer a engagé et qui a connu ses mésaventures. On n'a pas eu les repères nécessaires pour la mettre en place sereinement. Même Parcoursup de cette année n'est pas optimal.*

Notre ministère est celui qui a les plus gros effectifs. Dans notre académie, qui est pourtant rurale, on compte 9 000 PE, 11 000 Profs. Le ministre nous a reçus et a dit qu'il fallait revaloriser le métier de prof. Il souhaite s'engager à ce qu'on démarre à 2 000 € nets. L'économie redémarre fort, la situation de l'emploi est favorable, avec seulement 5-6% de chômage, bcp plus bas qu'il y a deux ans.

FO : Il y a quand même eu la réforme de l'assurance chômage entre temps.

Recteur : *Tous les métiers sont en tension, quand même. Les retraits d'emploi dans l'académie de Dijon, pour le 1^{er} degré on est à un P/E de 6,3, au-dessus du niveau national, même le H/E du 2nd degré ne sont pas proportionnels à ce qu'on pourrait retirer. On nous préserve des retraits car on est une académie rurale. J'identifie bien le risque psycho social. Mais pour la massification des recrutements contractuels, non.*

1^{er} degré : 530 de brigades remplacement ; 13 contractuels autorisés

2nd degré : 11 000 profs dont 580 TZR, 530 contractuels, et là on vise entre 35 et 70. Ici, on présélectionne et après on trie, ils rencontreront les IPR. Ici, on a mis pour recruter.

Aujourd'hui il ne s'agit pas de « job dating » : C'est une présentation du système scolaire en une heure, suivie d'un entretien de préselection ; ensuite il y aura un autre entretien plus serré avec des IPR. La rectrice de Versailles a voulu faire un coup médiatique en parlant de job dating, mais c'est inexact. Il y a une telle pénurie qu'on recrute par tous les moyens qui existent. Même qqn veut qui ne faire que 10h est le bienvenu.

SNES : Inégalités géographiques nous inquiètent un peu aussi. Dégradation des conditions faites aux TZR qu'on peut envoyer n'importe où alors qu'on va chouchouter les néo-contractuels pour qu'ils viennent.

Recteur : *Il faut s'adapter.*

CGT : ça fait des années qu'on alerte sur les collègues qui lâchent, et les réponses c'était « vous noircissez la situation ». Notre situation n'envoie pas du rêve ! J'entends l'urgence de mettre des profs devant les élèves. Mais il faut donner envie et fidéliser.

Recteur : *Il y aura une formation à distance avant la prise de poste. Puis, deux jours d'accueil présentiels les 29 et 30 août. Enfin l'accueil en établissement où chacun est tutoré par un prof expérimenté. Formations disciplinaires en présentiel obligatoires pendant 2 jours ; ce n'est pas rien.*

FO : Mais alors pourquoi on exige des candidats au concours des bacs + 5 ? Si c'est nécessaire, on ne recrute pas des contractuels à bac + 3 ; si ce n'est pas nécessaire, on revient aux anciens concours plus précoces.

SNES : Quant au **tutorat** d'un prof expérimenté pour chaque contractuel : avec quelle rémunération ?

SNALC : Vous héritez d'une situation critique en termes de nombre de personnels. Il y a eu un paradoxe entre le moment où on a alerté sur la pénurie, et les réponses tenues. Quand on voit les propos du ministre Blanquer, c'est une décrédibilisation et une rupture du dialogue social.

Recteur : *Comment fait-on en période de pénurie ? on s'adapte. On recrute dans chaque département : aujourd'hui, il y avait ici 80 personnes à notre réunion, 17 seulement dans l'Yonne le 21 juin.*

FO : Il faut aussi savoir **comment sont traités les contractuels**. Quand ils doivent se déplacer loin en voiture, on ne rembourse pas leurs frais de déplacement ! Parfois le quart de leur maigre salaire passe en essence (1600 euros par mois à 20 ans d'ancienneté !) S'ils le savent, vous n'aurez plus beaucoup de demandes...

Recteur : *Ce n'est pas normal, je vais voir avec mes services.*

SNES : Quel est le calibrage de votre recrutement ?

Rectorat : *Dans le 1^{er} degré, nous avons 170 postes, tous pourvus, avec 30 personnes en liste d'attente. Donc on ne prend pas de contractuels. Dans le 2nd degré : Nous n'avons pas de grosse crainte. Mais il y a des disciplines orphelines. Anglais, Hist-Géo, Technologie, EPS, Education Musicale, Documentation, Lettres classiques, Eco Gestion Marketing.*

La crise du recrutement est conjoncturelle. Et puis on se modernise. L'expression job dating était malheureuse, c'est plus sérieux que cela.

FO : En conclusion, nous vous rappelons les revendications communes :

- arrêt des suppressions de postes
- Augmentation des salaires.
- Organisation, dans l'urgence, d'un concours exceptionnel à Bac + 3 pour avoir un recrutement sous statut de stagiaire.